Les évolutions de l'organisation du conseil en agriculture : une nouvelle position de médiation pour les chambres d'agriculture ?

Sandrine Petit

▶ **To cite this version:**

Sandrine Petit. Les évolutions de l'organisation du conseil en agriculture : une nouvelle position de médiation pour les chambres d'agriculture ?. 2009. hal-02818743

HAL Id: hal-02818743
https://hal.inrae.fr/hal-02818743

Submitted on 6 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Emploi et travail en agriculture

Des résultats de recherche

Département Sciences pour l'Action et le Développement

ALIMENTATION
AGRICULTURE
ENVIRONNEMENT

INRA

Le département Sciences pour l'Action et le Développement (SAD) de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) mène des travaux de recherche sur l'emploi et le travail en agriculture. Il s'intéresse aux métiers des agriculteurs, des salariés agricoles et des agents de développement.

Cette brochure présente quelques travaux conduits sur ce thème.

Les recherches sont conduites en intégrant les dynamiques des filières et des territoires, les politiques de soutien à l'agriculture, les attentes de la société, les tensions internes au monde agricole lui-même et les contraintes extérieures au secteur agricole.

L'objectif est :

- de comprendre comment se reconfigurent aujourd'hui l'emploi et les modèles d'emploi, les systèmes d'activités, les conceptions du travail et les conditions de travail ;
- de comprendre comment évoluent les organisations dans le développement agricole ;
- d'identifier des niches potentielles d'emploi liées à des activités qui pourraient être développées ;
- de permettre la mise en place d'actions de formation ou la construction d'outils d'aide à l'exercice des métiers de l'agriculture.

© Gilles Cattiau / Inra

Sommaire

- Être agriculteur : quels sens donner au travail ? p3
- L' organisation du travail et les conditions de travail p6
- La fragilisation de la population agricole p7
- Le conseil : des métiers en pleine mutation p8

Le partenariat et les programmes de recherche p9

Pour en savoir plus p10

Département Sciences pour l'Action et le Développement
BP 01 - 78850 Thiverval-Grignon.
www.inra.fr/sad/

Direction de la publication : Jean-Marc Meynard
Direction éditoriale : Françoise Maxime, Marianne Cerf, Benoît Dedieu
Conception éditoriale, rédactrice en chef : Annick Diolez
Rédaction : Yunna Chiffoleau, Benoît Dedieu, Annick Diolez, Cécile Fiorelli, Nathalie Joly, Sandrine Petit, Jocelyne Porcher
Crédits photos de couverture : Gilles Cattiau, Michel Meuret, Jocelyne Porcher, Martine Mignote / Inra
Maquette et mise en page : Martine Mignote
Impression : ICO, Dijon, juin 2009
Renseignements : dptsad@grignon.inra.fr

Être agriculteur : quels sens donner au travail ?

Les raisons de travailler sont économiques, identitaires (aspirations professionnelles, "je suis d'ici", "c'est un métier hérité de ma famille", etc.), relationnelles (rapport aux gens, aux animaux et à la nature,…) et morales. Ces différentes formes de "rationalité" peuvent s'articuler ou entrer en tension chez un même individu.

Les rationalités du travail en élevage : élevage et "productions animales

Depuis le milieu du 19e siècle, le processus d'intensification et d'industrialisation de l'élevage a conduit l'encadrement des éleveurs et des salariés à réduire le travail à ses dimensions techniques et économiques. Or, travailler, c'est produire mais c'est aussi se produire et vivre ensemble, et plus spécifiquement en élevage, vivre avec des animaux.

Les chercheurs visent à mettre au jour le contenu des différentes rationalités du travail en élevage et la façon dont elles s'articulent entre elles subjectivement et collectivement. Il existe une forte opposition entre la rationalité économique du travail portée par les filières, qui impose des méthodes industrielles ou intensives de travail avec les animaux, et les rationalités relationnelle et morale du travail [encadré].

Ce conflit de rationalités génère de la souffrance chez les travailleurs et représente un des freins au développement du salariat dans les systèmes industriels. Les chercheurs constatent que, pour préserver la santé mentale et physique des personnes, et le bien-être des animaux, il est indispensable de permettre aux travailleurs de prendre en compte, dans leur travail, l'ensemble des rationalités qui le constitue. C'est-à-dire de leur permettre d'élever les animaux plutôt que de les produire.

© Jocelyne Porcher / Inra

Élever ou produire

Jocelyne Porcher, UMR SADAPT, Paris

Dans de nombreux pays occidentaux, l'élevage et les systèmes industriels et intensifiés font l'objet de sévères critiques dont certaines prennent des formes radicales. Les producteurs industriels, par exemple en production porcine, doivent faire face à des problèmes chroniques de recrutement de salariés, ce qui pénalise leur développement. Les éleveurs non industriels ont, eux, de grandes difficultés à pérenniser leurs systèmes d'élevage, notamment à cause du manque de soutien des pouvoirs publics à des modes d'élevage réellement alternatifs aux systèmes industriels.

L'objectif de mes recherches est de mettre au jour le contenu subjectif de la relation de travail entre humains et animaux d'élevage et ses conséquences en termes de santé au travail, de bien-être des animaux et de durabilité des systèmes de production. Plus précisément, pour ce qui concerne les systèmes industriels, en m'appuyant sur l'hypothèse que c'est la relation industrielle de travail avec les animaux qui pose problème aux éventuels salariés, mes travaux se proposent de répondre aux questions suivantes : les travailleurs souffrent-ils au travail ? Si oui, pourquoi ? Comment tiennent-ils alors au travail ? Comment se défendent-ils contre la souffrance ? A quelles conditions les travailleurs et leurs animaux peuvent-ils être heureux au travail ? Des enquêtes individuelles et de groupes auprès d'éleveurs et de salariés d'élevage français ont été réalisées.

Dans les porcheries, outre les difficultés liées à la pénibilité du travail, les travailleurs expriment notamment une souffrance éthique, c'est-à-dire liée au contenu moral de leur travail. Cette souffrance est liée au fait que les travailleurs voudraient faire de l'élevage mais en sont rendus incapables du fait des conditions du travail : ils doivent produire.

Les résultats mettent en effet en évidence l'importance des rationalités relationnelles du travail avec les animaux, notamment chez les femmes. Or, le travail en production porcine industrielle est fondé sur la primauté de la rationalité économique et sur la répression affective. L'injonction paradoxale que représente le "bien-être animal", à savoir qu'il s'agit de considérer les animaux comme des êtres sensibles et en même temps de les traiter comme des objets, conduit les travailleurs à mettre en place des stratégies défensives. Ces défenses leur permettent de tenir au travail, c'est-à-dire de ne pas souffrir et donc de ne pas tomber malades, mais elles constituent un frein au changement car elles bloquent la pensée.

Ces résultats de recherche ont un impact positif, même s'il est souvent dérangeant, auprès des éleveurs et des salariés car ils permettent d'orienter certaines de leurs actions ou d'alimenter leurs réflexions.

J'essaie de sensibiliser maintenant plus largement nos concitoyens en discutant les différences entre "élevage" et "productions animales" du point de vue de leurs effets respectifs sur les conditions de vie des travailleurs et des animaux, mais aussi sur les conditions d'une pérennité de l'élevage dans notre société. Il me semble en effet que nos concitoyens sont demandeurs d'outils pour penser et envisager d'une manière différente nos relations avec les animaux d'élevage.

Les rationalités du travail d'élevage chez les pluriactifs

Une évolution majeure de l'emploi en agriculture est l'augmentation de la pluriactivité, c'est-à-dire l'exercice d'un autre métier que celui d'agriculteur, par exemple dans l'industrie ou le service aux personnes.

Pourquoi faire de l'élevage quand on a un autre travail ?

Cécile Fiorelli, UMR METAFORT, Clermont-Ferrand, **Jocelyne Porcher**, UMR SADAPT, Paris, **Benoît Dedieu**, UMR METAFORT, Clermont-Ferrand

Notre société considère surtout le travail d'un point de vue utilitariste. Le secteur de l'agroalimentaire et la profession agricole promeuvent des systèmes de production agricole économiquement efficaces et compétitifs. Dans ce contexte, le cas des éleveurs pluriactifs, qui font à la fois un travail d'élevage et au moins un autre travail, nous interroge sur ce qu'est pour eux le travail d'élevage : certains d'entre eux disent ne pas faire de l'élevage en premier lieu pour de l'argent, ou même certains disent accepter de faire ce travail à perte.

Notre objectif est de comprendre pourquoi les éleveurs pluriactifs qui travaillent parfois à temps plein hors de l'exploitation, consacrent autant de temps, d'énergie, et parfois d'argent à ce travail d'élevage. Ils n'attendent pas forcément un revenu pour couvrir les besoins de leur famille, du fait qu'ils ont déjà d'autres revenus. Alors qu'apporte de si précieux le travail d'élevage, de plus ou de différent par rapport à l'autre travail ? On ne peut pas présumer du sens du travail d'élevage sans prendre en compte ses dimensions non économiques et sans envisager la façon dont est vécu l'autre travail. Nous avons ainsi décomposé le sens donné au travail en cinq composantes non exhaustives : économique (un revenu pour les besoins de la famille, un revenu pour faire fonctionner l'exploitation, pas d'attente de revenu), technique (efficacité de la production et de l'organisation du travail), identitaire (dans le champ professionnel et personnel), relationnelle (avec les hommes et avec les bêtes), du corps au travail (travailler autrement avec son corps).

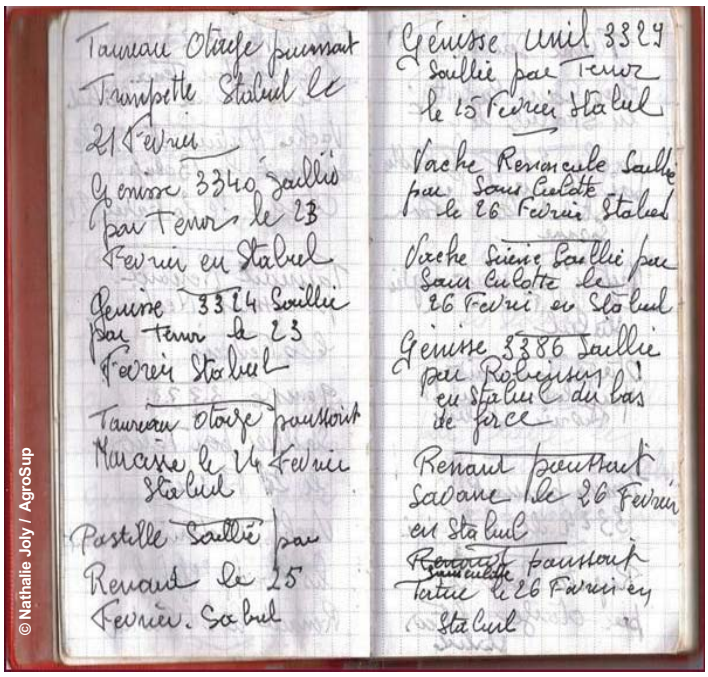
L'expression et l'importance relative de ces rationalités diffèrent selon les éleveurs. Nous montrons que le travail d'élevage peut rapporter aux pluriactifs de la reconnaissance, la possibilité d'exercer leur intelligence et un épanouissement du corps au travail. Ces apports sur le plan subjectif sont d'autant plus précieux aux yeux des éleveurs que l'autre travail ne leur apporte pas tout cela. Les résultats concernant la nature du rapport subjectif au travail d'élevage n'apparaissent pas spécifiques aux pluriactifs. Ces connaissances sont susceptibles d'interroger les pratiques des techniciens en charge d'apporter un conseil aux éleveurs, pluriactifs ou non, par rapport à leur travail en ce qui concerne notamment (i) la posture non normative d'accompagnement qui suppose d'apprendre des éleveurs et donc de les écouter, (ii) l'écoute des éleveurs : comment les écouter parler de leur travail sans se concentrer sur la technique, en sachant entendre ce qui est de l'ordre de l'affectivité et de la sensibilité au travail , (iii) le respect de la diversité des personnes impliquées dans le travail d'élevage puisque le sens donné au travail d'élevage est personnel.

La suite de cette recherche vise à identifier le sens pour l'éleveur de ses choix techniques et organisationnels. Pour cela, nous mettrons en relation de manière plus détaillée le rapport subjectif au travail d'élevage avec le détail de la conduite de l'exploitation et de l'organisation du travail. Le rapport subjectif au travail d'élevage semble particulièrement éclairant des choix de types génétiques, de pratiques d'alimentation, de pratiques sanitaires, de réforme, mais aussi des choix organisationnels en terme de durée et de rythme de travail avec les bêtes.

Ces pluriactifs représentent actuellement plus d'un tiers des agriculteurs. Ils contribuent à la vie des territoires agricoles et ruraux.

Les chercheurs s'intéressent aux rationalités du travail d'élevage chez des éleveurs pluriactifs pour comprendre pourquoi et comment ces éleveurs font de l'élevage. En effet, la rationalité économique ne permet pas de comprendre pourquoi les éleveurs consacrent autant de temps, d'énergie et parfois d'argent au travail d'élevage et ce, malgré une disponibilité réduite et l'existence d'autres revenus [encadré].

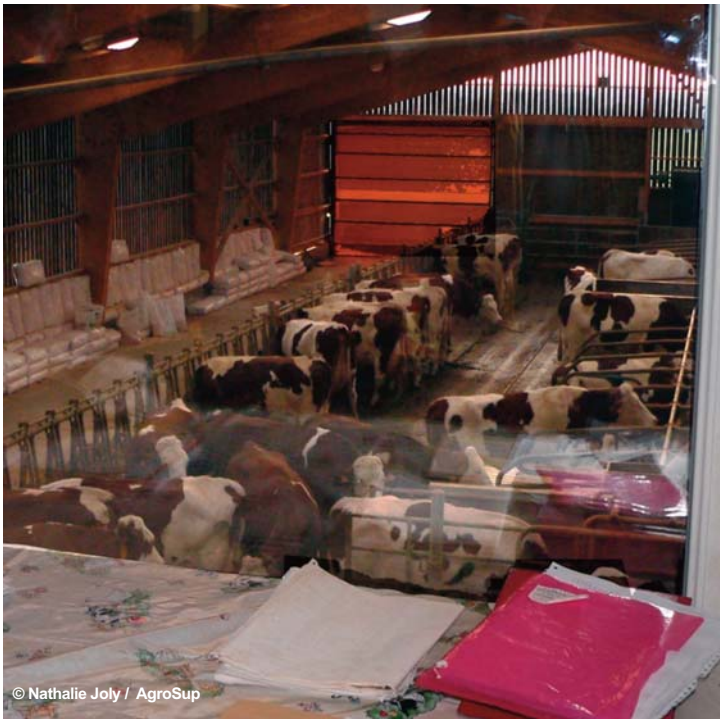
Les recherches montrent que les éleveurs ovins pluriactifs n'attendent pas tous la même chose, et pas que de l'argent de leur travail d'élevage. Il peut en effet aussi leur rapporter de la reconnaissance, la possibilité d'exercer leur intelligence, un épanouissement du corps au travail.



© Nathalie Joly / AgroSup

L'accroissement du travail de traçabilité

Les agriculteurs doivent accroître leur travail d'enregistrement pour satisfaire aux exigences réglementaires ou à leur engagement dans les démarches contractuelles. Il en découle pour eux un certain nombre de contraintes et de changements. Les chercheurs s'intéressent à la charge mentale engendrée par ce travail de traçabilité et étudient le sens que ces changements prennent pour les agriculteurs [encadré]. Les chercheurs étudient également comment cette charge reconfigure les relations des agriculteurs avec les acteurs du développement ou avec les agents chargés du contrôle (audit, contrôles conditionnalité).


© Nathalie Joly / AgroSup

Le travail et sa traçabilité : pratiques et outils au sein des exploitations

Nathalie Joly, LISTO, Dijon

Un nombre grandissant de règlementations et de contrats encadre aujourd'hui la production agricole afin de tenir compte des demandes sociales concernant la qualité et la sécurité alimentaires, la protection de l'environnement, ou encore le bien-être animal. Cette évolution a des répercussions directes sur le travail des exploitants, puisque ceux-ci doivent être capables de fournir quantité d'informations sur leurs façons de produire à des tiers : partenaires économiques, organismes de développement, services administratifs …

Sachant que les agriculteurs ont leur propre système d'écriture et d'archivage pour gérer leur activité (agendas, carnets, ordinateurs, tableaux de bord …) –aspect que j'ai particulièrement étudié au cours des années 90 -, l'enjeu de mes recherches actuelles est de comprendre comment les agriculteurs font face aux demandes de traçabilité officielles, avec quelles ressources et suivant quelles stratégies.
Tracer suppose d'écrire. Quand les données circulent en dehors de l'exploitation et qu'elles prennent place dans de vastes réseaux d'informations, dont certains remontent jusqu'à Bruxelles, il en découle un certain nombre de contraintes et de changements que je cherche à identifier par des enquêtes de terrain en distinguant trois angles d'observation. Le premier focalise sur les actes d'écriture : comment les agriculteurs se débrouillent–ils avec des formats de saisie différents de ceux qu'ils utilisent ? Avec des supports d'enregistrement qui sont standardisés alors que leurs notes sont habituellement organisées suivant leurs centres d'intérêt et leurs besoins ? Avec l'informatique et les nouvelles technologies (web, outil graphique) dont l'usage devient prépondérant dans des relations avec l'extérieur ? Le second angle d'observation examine la distribution des tâches impliquées dans la gestion de la traçabilité des pratiques agricoles : comment celles-ci se répartissent entre membres de l'exploitation? Entre responsable et salariés ? Entre associés ? Entre mari et femme … ? Quelle aide externe est sollicitée ? Quelle délégation de ces tâches ? Enfin, je m'intéresse au sens que ces changements prennent pour les agriculteurs et leurs proches : considèrent-ils les exigences de traçabilité uniquement sous l'angle de la paperasse qu'elles génèrent ? Y trouvent-ils un intérêt pour leur travail ?
Les premiers résultats indiquent que la plupart des exploitants (et les personnes travaillant sur l'exploitation) maintiennent leurs façons de faire (par exemple la tenue d'un agenda) tout en adoptant de nouveaux outils et de nouvelles pratiques. Les supports manuscrits côtoient les supports informatiques, ce qui conduit à relativiser l'objectif du "zéro-papier" mis en avant par les concepteurs d'outils. Les brouillons et les recopiages permettent en effet, dans certains cas, de s'approprier des informations et de prendre le temps d'une réflexion sur sa pratique. Enfin, la traçabilité appelle le contrôle, ce qui est une source de stress non négligeable, y compris pour ceux qui ont le souci de bien tenir leurs papiers.

L'organisation du travail et les conditions de travail

L'organisation du travail et les conditions de travail des agriculteurs évoluent. Les évolutions sont liées à l'éclatement du modèle familial d'agriculture, à l'évolution des attentes des agriculteurs vis-à-vis du temps libre et enfin aux enjeux sur l'adaptation des systèmes dans un souci de compétitivité et de respect de l'environnement. Les chercheurs produisent des connaissances mais aussi des méthodes dont l'objectif est d'accompagner l'agriculteur dans sa réflexion sur les mutations de son système et des conditions de travail. Les travaux de recherche menés dans les exploitations de grandes cultures comme d'élevage montrent comment il est possible d'ajuster les conduites pour réduire les tensions au travail. En élevage, la monotraite ou le groupage des vêlages permettent de modifier le calendrier et la durée de la traite. Le développement du pâturage réduit la durée d'affouragement et permet aussi aux éleveurs de passer plus de temps dehors.

D'une façon générale, en élevage comme en grandes cultures, le travail est un déterminant important dans les choix d'adoption de cahiers des charges dans les exploitations. Ceci non seulement parce que la multiplication de pratiques spécifiques attachées à chaque production peut augmenter globalement les quantités de travail, mais aussi parce que la nature du travail peut changer, exigeant des compétences nouvelles (écrits à transmettre pour la traçabilité ; décisions à prendre après des observations dans des temps très courts).

Pour réduire les tensions, les agriculteurs ont recours à des dispositifs collectifs d'emploi (Groupements d'employeurs, CUMA, associations …) pour compléter la main-d'œuvre sur l'exploitation. En productions maraîchères, le recours à un GIE d'emploi piloté par l'entreprise de collecte et de commercialisation redonne des marges de manœuvre sur les dates de récolte au niveau du bassin d'approvisionnement lorsque les exploitations individuelles en ont peu. Les modèles et méthodes pour qualifier et évaluer l'organisation du travail ont été développés tant pour les exploitations de grandes cultures que pour les exploitations d'élevage. L'encadré ci-contre détaille les avancées réalisées dans le domaine de l'élevage. Pour les exploitations de grandes cultures, Le logiciel OTELO® a été utilisé pour développer une méthode de conseil afin d'aider les agriculteurs à raisonner leurs charges de mécanisation.

© France Segala / Inra

Qualifier et évaluer l'organisation du travail en élevage

Benoît Dedieu, UMR METAFORT, Clermont-Ferrand

Le modèle d'exploitation familiale laisse la place à des réalités plus diversifiées avec des exploitants seuls permanents, des associations non familiales, des salariés, des pluriactifs, etc. En élevage, le rapport au travail, le temps qui lui est consacré, ainsi que l'imbrication entre vie professionnelle et privée, évoluent comme dans les autres catégories socio-professionnelles. Ces évolutions s'inscrivent de plus dans un contexte marqué par l'augmentation de demandes de qualité et de durabilité émanant des filières et de la société, ainsi que par les soucis de productivité et de compétitivité. Les organisations professionnelles agricoles suggèrent des investissements forts de la recherche et du développement au nom de la durabilité sociale de l'élevage et de l'innovation.

Ces mutations concomitantes questionnent l'organisation et les conditions de travail des éleveurs. Notre objectif est d'accompagner l'éleveur dans sa réflexion sur les mutations de son système et de ses conditions de travail. Nous proposons des modèles afin de mettre en relation la conduite de l'élevage, les autres activités (agricoles ou non), la main-d'œuvre, les bâtiments et les équipements. Ces modèles s'appuient sur trois éléments fondamentaux : 1) tous les travaux ne sont pas équivalents et doivent être distingués selon leur rythme (quotidien comme la traite ; non quotidien comme la moisson) et leur différabilité (dans la journée, d'une journée à l'autre, au sein d'une période, d'une année à l'autre etc.) ; 2) tous les travailleurs ne sont pas équivalents de par leur fonction dans le collectif. L'exploitant, le couple d'exploitants, les associés organisent le travail sur l'exploitation. Ils prennent en compte leurs contraintes de disponibilité et sollicitent le bénévolat (contrepartie sous forme de dons), l'entraide (contrepartie en jours de travail), l'entreprise et le salariat (contrepartie en argent) ; 3) l'organisation du travail à l'échelle de l'année résulte de l'enchaînement de périodes qui ont des caractéristiques organisationnelles différentes (travaux d'hiver ou d'été, présence de la main-d'œuvre).

Nous avons développé en partenariat des méthodes de qualification et d'évaluation du travail en exploitations d'élevage. La méthode Bilan Travail (Inra – Institut de l'Élevage) propose une démarche centrée sur l'analyse des temps de travaux et des marges de manœuvre temporelles. Elle permet de constituer des références sur les systèmes de production et de mettre en place des actions de conseil (individuel et collectif) sur les thèmes de la souplesse et de l'efficacité de l'organisation du travail. Elle constitue le support pour l'introduction du thème travail dans les formations techniques agricoles. Le modèle ATELAGE (Activités de travail en exploitation d'élevage) analyse finement les modalités d'articulation entre les activités à rythmes quotidien (traite, surveillance par exemple) et les activités non quotidiennes (vente aux marchés, travaux de dehors), en traitant des régulations qu'imposent d'autres activités, y compris privées. Il est mobilisé dans la construction des méthodes de conseil travail en cours de développement pour l'installation ("EPI travail") et en élevage ovin.

La fragilisation de la population agricole

La profession agricole souffre d'un manque de valorisation économique et sociale qui génère endettement et mal-être, surtout chez certains producteurs. L'industrialisation et la standardisation de l'agriculture, l'organisation et la régulation des filières amont (semences) et aval (distribution) ont tendance en effet à exclure les porteurs de projet agricole ou agri-rural de "qualité" et/ou les acteurs à faible niveau de ressources. Une collaboration étroite entre chercheurs et opérateurs de développement agricole et rural a permis d'approfondir les facteurs techniques, économiques, sociaux, liés aux individus ou à leur environnement, qui expliquent l'exclusion des marchés classiques, mais aussi alternatifs.

De la fragilisation à l'intégration de la population agricole par les marchés : diagnostic et propositions

Yuna Chiffoleau, UMR Innovation, Montpellier

Mise à mal par les crises sanitaires, soumise aux pressions des marchés et des politiques, la profession agricole souffre d'un manque de valorisation économique et sociale qui génère endettement et mal-être, surtout chez certains producteurs, exclus des marchés standards. Responsables de filières et associations de développement rural ont fait appel à la recherche pour analyser le problème et réagir.

Notre objectif a été d'analyser les facteurs à la fois techniques, économiques et sociaux de fragilisation de la population agricole, à l'échelle des filières comme des territoires. L'enjeu consistait à approfondir la question de l'exclusion ou inclusion par les marchés et le rôle des collectifs par rapport à la fragilisation.

Nos travaux, développés sur la base d'observatoires ont permis tout d'abord de montrer la diversité des publics fragilisés dans le secteur agricole. Les processus de fragilisation sont liés à l'organisation et à la régulation des marchés en amont et en aval. La capacité des producteurs à générer de nouvelles solidarités entre eux et avec les consommateurs joue contre la fragilisation. Nos travaux ont mis l'accent sur les facteurs d'exclusion des marchés standards et sur les opportunités liées au développement des circuits de commercialisation "alternatifs", en particulier des circuits courts, mobilisant un intermédiaire au plus entre producteur et consommateur. La mise en réseaux d'agriculteurs et de consommateurs peut permettre non seulement la revalorisation économique et sociale des producteurs, mais aussi répondre plus largement aux enjeux du développement durable (création d'emploi, préservation de la biodiversité, empowerment…) et aux nouvelles attentes de la société 'hypermoderne' (lien social, respect de valeurs citoyennes…).

Cette analyse des facteurs et des figures de la fragilisation au sein de la population agricole a permis à des associations de développement rural de proposer de nouveaux contenus de formation et/ou de faire évoluer les modalités d'apprentissage (parrainage, réseau d'échanges…). L'objectif est d'intégrer des thèmes peu ou pas enseignés (circuits courts de commercialisation…) et de s'adapter aux besoins de publics divers. Nos résultats ont aussi motivé le développement d'initiatives collectives permettant une meilleure valorisation économique et sociale des producteurs (points de vente collectifs, ateliers collectifs de transformation…), avec dans certains cas, la création de nouveaux emplois. Ils ont aussi nourri des actions de sensibilisation des consommateurs, collectivités, élus et scolaires sur les difficultés de la population agricole et les enjeux du soutien à l'agriculture locale dans une perspective de développement durable. Enfin, ils ont permis d'interpeller les pouvoirs publics sur des questions générales telles que la réglementation du secteur semencier, à l'origine de dysfonctionnements et de fragilité.

La collaboration a aidé à raisonner un appui direct aux initiatives, de la formation, de la sensibilisation…, qui sont à même d'agir sur ces facteurs. Elle a aussi permis de réduire l'effet de ces facteurs à travers des actions collectives autour des "marchés de proximité" en particulier. Ces actions permettent une revalorisation économique et sociale des producteurs, mais contribuent aussi aux enjeux du développement durable (création d'emploi, réduction des coûts énergétiques…) et répondent aux défis des sociétés hypermodernes (renforcement de la cohésion et de la solidarité).

Les chercheurs ont montré que les marchés fragilisent mais sont aussi facteurs d'intégration [encadré].

© Christophe Maitre / Inra

Le conseil : des métiers en pleine mutation

Conseiller agricole : une diversification des formes d'exercice du métier

Le conseil agricole actuel résulte d'interactions complexes entre différents interlocuteurs : chambres d'agricultures, instituts techniques, coopératives, négociants. Une part importante des travaux sur le métier de conseil s'attache à rendre compte des conditions d'exercice du métier de conseiller. D'autres s'intéressent aux évolutions de l'organisation du conseil en agriculture [encadré].

Les chercheurs ont ainsi proposé et évalué la possibilité que les chambres d'agriculture puissent occuper au sein du développement agricole, une position de médiateur, complémentaire au rôle de transfert de techniques anciennement joué.

Les évolutions de l'organisation du conseil en agriculture : Une nouvelle position de médiation pour les chambres d'agriculture ?

Sandrine Petit, LISTO, Dijon

L'appareil du développement agricole sur lequel a reposé la modernisation de l'agriculture française engagée dans les années 1950-1960 est aujourd'hui confronté à la nécessité d'une véritable refondation. Celle-ci doit tenir compte des exigences de compétitivité liées à la globalisation de l'économie et de la diversification des demandes adressées par la société à l'agriculture. Prenant les chambres d'agriculture comme point d'observation de l'appareil de développement agricole, nous cherchons à analyser les processus qui conditionnent leur capacité de faire face à la situation actuelle à travers leur organisation et leur mode de fonctionnement.

Cet objectif renvoie à trois enjeux principaux portant sur la capacité des chambres : (i) à concrétiser un conseil global à apporter aux agriculteurs dans des contextes de forte incertitude; (ii) à s'inscrire dans une nouvelle forme de "gouvernance" de l'agriculture impliquant des opérateurs de développement de plus en plus divers (collectivités, agences de l'eau, industriels, etc.) ; (iii) à mettre en place une organisation de leurs services et des activités de leurs agents permettant l'exercice de fonctions variées (conseil technique, réglementaire, animation de groupes d'agriculteurs, etc.).

Nous avançons que les chambres d'agriculture peuvent occuper, au sein du développement agricole, une position singulière de médiation, complémentaire au rôle de transfert de techniques anciennement joué. Il s'agit pour elles d'être "médiateur" entre la profession agricole et d'autres secteurs d'activités, entre les agriculteurs eux-mêmes et entre la recherche et les praticiens du développement. Cela implique pour elles d'agencer différentes logiques d'intervention, nous en identifions principalement quatre :

- une logique d'apport de services, de plus en plus individuels et "sur mesure". Cette tâche, plus complexe qu'une diffusion systématique de connaissances place les organisations professionnelles mutuellement en concurrence[1] .
- une logique d'expertise. Celle-ci appelle à l'intégration de connaissances nouvelles par rapport aux références classiques du développement agricole. Ces connaissances portent plus particulièrement sur la gestion et la comptabilité de l'entreprise, sur des approches prospectives, ainsi que sur le domaine technique.
- une logique de sécurisation. L'accompagnement pour la mise en conformité des exploitations, au regard de réglementations multiples, prend une importance accrue. Cette logique oriente fortement les activités des chambres, et ce, souvent aux dépens d'un conseil proprement technique ou économique.
- une logique montante de négociation. La diversité des intervenants dans le développement agricole crée de nouvelles situations de concurrence comme de coopération. Le domaine des interventions territoriales dans lequel les chambres d'agriculture sont amenées à établir de nouvelles relations avec d'autres opérateurs de développement (collectivités territoriales, gestionnaires de l'environnement, associations, etc.) en est particulièrement illustratif..

1 Précisons ici que, dans le système français de développement agricole, d'autres organisations professionnelles que les chambres d'agriculture proposent – et sont amenées de plus en plus à proposer – de tels services : des organisations coopératives, des centres de gestion et d'économie rurale, des organismes de contrôle de performance (contrôle laitier, par exemple)…

Les coopératives jouent un rôle croissant dans le conseil

Les coopératives agricoles sont des acteurs importants des filières agro-alimentaires du fait de leur position centrale entre les producteurs qu'elles fédèrent et les acteurs de l'aval (industriels, grande distribution, …). Les coopératives agricoles ont connu de profonds bouleversements au cours des vingt dernières années, avec un développement conséquent sous forme de groupes coopératifs sur fond de fusion-regroupement de coopératives et avec un poids grandissant des filiales de droit commercial. Ce développement s'est accompagné d'un renforcement et d'un élargissement des compétences au sein de ces structures, comme par exemple dans le domaine du conseil technique. Leur investissement dans ce domaine traduit la nécessité de proposer à leurs adhérents des services pour adapter les exploitations aux contraintes réglementaires croissantes et aux demandes exprimées par l'aval.

Le partenariat et les programmes de recherche

Les recherches du département SAD sur le thème de l'emploi et du travail en agriculture donnent lieu à des partenariats approfondis avec :

- le ministère de l'Agriculture dans le cadre du comité de pilotage d'études sur l'emploi féminin en agriculture et dans le rural et dans le cadre du comité scientifique d'évaluation de la politique d'emploi et du protocole tripartite pour la promotion de l'emploi en agriculture,
- la Mutualité Sociale Agricole dans différentes régions, par exemple Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes,
- l'Institut de l'Élevage : des Rencontres nationales de la Recherche / Développement sur le travail en élevage ont été conjointement organisées en 2004. Le réseau mixte technologique "travail en élevage" associant recherche, formation et développement a été agréé à l'automne 2007,
- des associations de salariés de l'élevage (Asavpa),
- le Cemagref, le Cirad et ses partenaires de pays d'Amérique du Sud (Brésil, Uruguay et Argentine), du Vietnam et du Sénégal,
- le Centre de recherche sur le travail et le développement du Cnam,
- les coopératives agricoles,
- les collectivités territoriales et les réseaux associatifs autour des questions d'emploi et de compétences en viticulture. Des liens sont actuellement développés avec Vivea pour la formation d'agriculteurs en situation précaire,
- les chambres d'agriculture.

© Véronique Souchère / INRA

Les recherches sont portées par plusieurs programmes.

- Le programme WUR (collaboration Inra et Université de Wageningen). Ce programme porte sur le rapport entre statut et emploi en agriculture et plus largement sur la multifonctionnalité de l'agriculture.
  Contact : C. Laurent [catherine.laurent@agroparistech.fr].

- Le programme ANR / ADD-PRO-DD : *Production de connaissances, innovation et développement en agriculture et concrétisation de développement durable* (2006-2009). Ce programme porte notamment sur les questions des transformations des métiers et de l'organisation du conseil.
  Contacts : B. Lemery [lemery@enesad.inra.fr], C. Compagnone, [compagnone@enesad.inra.fr], S. Petit [Sandrine.Petit@enesad.inra.fr], M. Barbier [marc.bargier@grignon.inra.fr].

- Le projet ANR / ADD -TRANS : *Transformations de l'élevage et dynamiques des espaces* (2005-2008). L'Inra, le Cirad , le Cemagref et l'Institut de l'Élevage sont engagés dans une recherche comparative internationale portant sur les questions de l'emploi et du travail dans les exploitations d' élevage de type familial dans différents pays (France, Argentine, Brésil, Sénégal, Vietnam). Le programme étudie les interactions entre ces mutations et les changements techniques ainsi que leurs implications sur les trajectoires d'évolution et la reproduction des exploitations agricoles familiales. L'objectif est de relier les grandes dynamiques de l'élevage avec celles des paysages.
  Contact : B. Dedieu [dedieu@clermont.inra.fr].

- Le programme Cnam - Université de Laval (Québec), succédant au programme *Porcherie verte* (2001-2006), groupes de travail *Contexte socioéconomique* et *Systèmes de Production et méthodes*. La question traitée est celle du salariat dans les élevages industriels.
  Contact : J. Porcher [porcher@agroparistech.fr].

Pour en savoir plus

Pour obtenir les articles référencés ci-dessous, adressez-vous directement à la personne-contact

► Être agriculteur : quels sens donner au travail ?

Les rationalités du travail en élevage : élevage et "productions animales"

Contact : Jocelyne Porcher [jocelyne.porcher@agroparistech.fr], UMR SAD Activités, Produits, Territoires (Sadapt)
16 rue Claude Bernard, 75231 Paris cedex 05.

- **Molinier P., Porcher J.**, 2006. A l'envers du bien-être animal, enquête de psychodynamique du travail auprès de salariés d'élevages industriels porcins. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 1, 55-71.
- **Mouret S.**, 2005. Travailler en élevage industriel de porcs : "on s'y fait, de toute façon c'est comme ça", *Revue internationale de Psychopathologie et de Psychodynamique du Travail*, 14, 21-46.
- **Mouret S., Porcher J.**, 2007, Les systèmes industriels porcins : la mort comme travail ordinaire. *Natures Sciences Sociétés*, 15, 3, 245-252.
- **Porcher J.**, 2002. L'esprit du don, archaïsme ou modernité de l'élevage : éléments pour une réflexion sur la place des animaux d'élevage dans le lien social. *Revue du Mauss*, 20. Quelle autre mondialisation ? La Découverte / Mauss, 245-262.
- **Porcher J.**, 2002. Bien-être et souffrance en élevage : conditions de vie au travail des hommes et des animaux. *Sociologie du Travail*, 45, 1, spécial Agriculture et Alimentation, 27-43.
- **Porcher J.**, 2002. *Eleveurs et animaux, réinventer le lien*. Editions PUF.
- **Porcher J.**, 2003. *La mort n'est pas notre métier*. Editions de l'Aube.
- **Porcher J.**, 2004. *Une histoire contemporaine d'un cochon sans histoire*. Catalogue de l'exposition "*Porchi è cignali, saveurs et mystères des suidés*". Albiana/Musée de la Corse. pp.127- 143. (Article repris par la *Revue du Mauss*, 23. De la reconnaissance. Editions La Découverte/Mauss, 397-407).
- **Porcher J.**, 2004. L'animal d'élevage n'est pas si bête. *Ruralia*, 14, 159-170.
- **Porcher J.**, 2004. *Bien-être animal et travail en élevage. Textes à l'appui*. Editions Quae / Educagri.
- **Porcher J., Cousson-Gélie F., Dantzer R.**, 2004. Affective components of the human-animal relationship in animal husbandry. Development and validation of a questionnaire. *Psychological Reports*, 95, 275-290.
- **Porcher J.**, 2005. Le "bien-être animal" existe-t-il ? *Economie rurale*, 285, 88-94.
- **Porcher J., Daru E.**, 2005. Concevoir des alternatives à l'organisation industrielle du travail. Un camion pour le transport et l'abattage des animaux. *FaçSADe* (Inra-Sad), 23, 4p. (Repris dans *Campagne solidaires* 205, mars 2006, 16-17).
- **Porcher J., Despret V.**, 2007. *Etre bête*. Editions Actes Sud.
- **Porcher J.**, 2007. *Misère des productions animales*. Textes et Documents pour la Classe, 939. Editions CNDP-CRDP.
- **Porcher J.**, 2007. Ouvrières en porcheries industrielles : le prix de la reconnaissance. [en ligne]. *Ethnographiques.org*, 15, février 2008. http://www.ethnographiques.org/2008/Porcher.htm
- **Porcher J., Tribondeau C.**, 2008. *Une vie de cochon.* Editions Les Empêcheurs de penser en rond.
- **Porcher J.**, 2007. Ne libérez pas les animaux ! *Revue du Mauss*, 29, 352-362.
- **Porcher J.**, 2008. *Construction de l'insensibilité dans le travail des productions animales. Sensibiliser, la sociologie dans le vif du monde*. In: Peroni M., Roux J. (coord.). *Agir dans un monde sensible*. Editions de l'Aube. pp 78-89.
- **Porcher J.**, 2008. *Respecter les animaux d'élevage ?* In: *Questions de respect. Enquête sur les figures contemporaines du respect*. Sous la direction de Nathalie Zaccaï-Reyners. Editions de l'Université de Bruxelles. pp 155-166.

© Jocelyne Porcher / Inra

Les rationalités du travail d'élevage chez les pluriactifs

Contact : Cecile Fiorelli [cecile.fiorelli@clermont.inra.fr], UMR Mutations des activités, des espaces et des formes d'organisation dans les territoires ruraux (Métafort).
Inra, Theix, 63122 Saint-Genès-Champanelle

© François Casabianca / Inra

- **Fiorelli C., Pailleux J.Y., Dedieu B.**, 2005. *Eleveurs ovins double actifs ou avec mandats professionnels : une diversité de stratégies et de performances techniques*. 12e Rencontres autour des recherches sur les ruminants, Paris, 7-8 décembre 2005. pp 187–192.
- **Fiorelli, C., Dedieu B., Pailleux J-Y.**, 2007. Explaining diversity of livestock-farming management strategies of multiple-job holders: importance of level of production objectives and role of farming in the household. *Animal* 1, 8, 1209-1218.
- **Fiorelli, C., Porcher J., Dedieu B.**, 2007. *Pourquoi faire de l'élevage quand on a un autre travail ?* 14e Rencontres autour des recherches sur les ruminants, Paris, 5-6 décembre 2007. pp 389-392.

L'accroissement du travail de traçabilité

Contact : Nathalie Joly [nathalie.joly@educagri.fr], Laboratoire de recherche sur les innovations socio-techniques et organisationnelles en agriculture (Listo).
Inra, AgroSup, BP 87999, 21079 Dijon cedex.

- **Havet A., Joly N., Cochet A.**, 2005, *Les écrits comme supports de raisonnement dans les exploitations d'élevage*. 12e Rencontres autour des recherches sur les ruminants, Paris, 7-8 décembre 2005. pp 327-330.
- **Joly N.**, 1996. *Ecritures du travail et savoirs paysans*. In: Beillerot J., Blanchard-Laville C., Mosconi N., *Pour une clinique du rapport au savoir*. Editions l'Harmattan. pp 265-278.
- **Joly N.**, 2000. *Chroniques du travail agricole et livres de compte : la diffusion des pratiques d'écriture en milieu paysan.* In: Boulet M. (ed.), *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture*. Educagri Editions. pp 239-246.
- **Joly N.**, 2004. Ecrire l'événement : le travail agricole mis en mémoire. *Sociologie du travail*, 46, 4, 511-527.
- **Joly N.**, 2004. *Au-delà de la norrme : les écrits du travail agricole comme ressource cognitive*. In: Normes sociales et processus cognitifs. Colloque bi-disciplinaire international *Sociologie et psychologie sociale*, Poitiers, 18-20 juin 2003. pp 100-103.
- **Joly N., Gauthier J-M.**, 2006. *Pratiques de la traçabilité en élevage : des compétences à ajuster*. 13e Rencontres autour des recherches sur les ruminants, Paris, 6-7 décembre 2006. pp 187-190.
- **Weller J-M., Joly N.**, 2006. *L'écrit qui convient. Traçabilité et pratiques administratives dans le milieu de l'élevage*. [en ligne]. 2e Congrès de l'Association Française de Sociologie, réseau "Travail, activités et techniques", Bordeaux, 5-8 septembre 2006. http://afs.rt23.free.fr/Papiers/AFS2006%20RT23%20Weller-Joly.pdf.

► L'organisation du travail et les conditions de travail

Contact : Benoît Dedieu [benoit.dedieu@clermont.inra.fr], UMR Mutations des activités, des espaces et des formes d'organisation dans les territoires ruraux (Métafort).
Inra, Theix, 63122 Saint-Genès-Champanelle
Marianne Le Bail [lebail@agroparistech.fr], **Christine Aubry** [caubry@agroparitech.fr], **Armelle Mazé** [maze@agroparistech.fr], UMR SAD Activités, Produits, Territoires (Sadapt)
16 rue Claude Bernard, 75231 Paris cedex 05.
Alexandre Joannon, [Alexandre.Joannon@rennes.inra.fr], SAD Paysage.
Inra, 65 rue de St-Brieuc, CS 84215 - 35042 Rennes cedex.

- **Aubry C**., 2000. Modélisation de la gestion technique d'une culture dans l'exploitation agricole. *Revue Française de Gestion*, 129, 32-46
- **Aubry C., Galan, M. B., and Maze A**., 2005. HACCP methodology and quality/environmental specifications for crop farms. Implications for the design of good agricultural practices guidelines. *Cahiers Agricultures,* 14, 3, 313-322.

- **Aubry C., Paillat, J. M., and Guerrin F.**, 2006. A conceptual representation of animal waste management at the farm scale: the case of the Reunion Island. *Agricultural Systems,* 88, 2-3, 294-315.
- **Cournut S., Dedieu B.**, 2005. Simplification des conduites d'élevage en bovins laitiers. *Cahiers Agricultures*, 14, 6, 541 – 547.
- **Dedieu B., Josien E., Chabanet G., Bécherel F.**, 1997. Organisation du pâturage et situations contraignantes en travail : démarche d'étude et exemples en élevage bovin viande. *Fourrages*, 149, 21-36.
- **Dedieu B., Chabosseau J.M., Willaert J., Benoit M., Laignel G.**, 1998. L'organisation du travail dans les exploitations d'élevage : une méthode de caractérisation en élevage ovin du centre-Ouest. *Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement*, 31, 63-80.
- **Dedieu B., Laurent C., Mundler P, Servière G., Blanchemanche S., Chabanet G.**, 1999. Organisation du travail dans les systèmes d'activités complexes. Intérêt et limites de la méthode Bilan-Travail. *Economie Rurale*, 253, 28-35.
- **Dedieu B., Servière G.**, 1999. Caractériser et évaluer l'organisation du travail en élevage. La méthode "Bilan Travail". *FaçSADe* (Inra-Sad), 1, 4p.
- **Dedieu B., Bellet V., Serviere G., Chabanet G., Portatiu A., Cariou Y.**, 2000. Composition et fonctionnement des groupements d'employeurs en zone d'élevage : du sur-mesure. [en ligne]. In: Sagory (coord.). *Qualité du travail , qualité de l'emploi dans l'agriculture*. Série ANACT *Etudes et Documents*. pp 94-101. http://www.anact.fr/portal/pls/portal/docs/1/30281.PDF
- **Dedieu B., Servière G.**, 2001. *Organisation du travail et fonctionnement des systèmes d'élevage*. 8e Rencontres autour des recherches sur les ruminants, Paris, 5-6 décembre 2001. pp 245-250.
- **Dedieu B., Servière G.**, 2004. Des pistes pour améliorer le travail des éleveurs. *Pour*, 182, 32-38.
- **Dedieu B., Servière G., Madelrieux S., Dobremez L., Cournut S.**, 2006. Comment appréhender conjointement les changements techniques et les changements du travail en élevage ? *Cahiers Agricultures*, 15,6, 506-513.
- **Hostiou N., Dedieu B., Pailleux J.Y.**, 2007. *Le salariat en élevage porcin et les régulations du travail*. 39e Journées de la Recherche Porcine, Paris, 6-8 février 2007. pp 193-198.
- **Joannon A., Papy F., Martin P., Souchere V.**, 2005. Planning work constraints within farms to reduce runoff at catchment level. *Agriculture, Ecosystems & Environment*, 111, 13-20.
- **Madelrieux S., Dedieu B., Dobremez L.**, 2006. ATELAGE : un modèle pour qualifier l'organisation du travail dans les exploitations d'élevage. *INRA Productions Animales*, 19, 6, 47-58.
- **Madelrieux S., Dedieu B.**, 2008. Qualification and assessment of work organization in livestock farms. *Animal,* 2, 435-447.
- **Mazé A., Cerf M., Le Bail M., and Papy F.**, 2004. Entre mémoire et preuve: le rôle de l'écrit dans les exploitations agricoles. *Natures Sciences Sociétés*, 12, 18-29.
- **Navarrete M., Papy F., Bressoud F., Le Bail M., Tordjman S.**, 2006. A question of leeway when introducing technical innovation into farming systems. The case of lettuce in south-eastern France. *Agronomy for Sustainable Development*, 26, 77-87.
- **Vaucelle, A., Le Bail, M.**, 2004. *Diversité des engagements contractuels et fonctionnements des exploitations agricoles en Beauce*. [en ligne]. In: *Les mutations de la famille agricole, conséquences pour les politiques publiques*, SFER, Paris, 22-23 avril 2004. 18 p. http://www.sfer.asso.fr/download/71/H_Vaucelle-Le__Bai.pdf

© Jean-Yves Pailleux / Inra

► La fragilisation de la population agricole

Contact : Yuna Chiffoleau [chiffole@supagro.inra.fr], UMR Innovation.
Inra, Campus de la Gaillarde, 2 place Viala, 34060 Montpellier cedex1. http://www.equal-croc.eu.

- **Chaffotte L., Chifoleau Y.**, 2007. Circuits courts et vente directe : atouts et limites. Témoignages. *Cahiers de l'Observatoire CROC*, 2, Inra Montpellier. 8 p.
- **Chaffotte L., Chiffoleau Y.**, 2007. *Circuits courts et vente directe. Quelques systèmes à la loupe…* Fiche technique CROC, n°2, Inra Montpellier. 4 p.
- **Chiffoleau Y.**, 2006. Fragilisation et enjeux de formation en milieu agricole : cadrage théorique et illustration dans l'Hérault. [en ligne]. In: *Quelle place de la formation dans l'accompagnement des agriculteurs fragilisés*, Journée interrégionale Vivea, Toulouse-Labège, 26 janvier 2006. http://www.vivea.fr/internet/Pages/NousConnaitre/Atelier%20fragilisation%2026.01.06.htm
- **Chiffoleau, Y. Desclaux, D.**, 2006. Participatory plant breeding: the best way to breed for sustainable agriculture ? *International Journal of Sustainable Agriculture*, 4, 2, 119-130.

- **Chiffoleau Y., Dreyfus F., Touzard J.M.**, 2006. Les coopératives viticoles et l'éthique [en ligne]. *La lettre de l'INRA aux entreprises*, 6, www.inra.fr/les_partenariats/collaborations_et_partenaires/entreprises/en_direct_des_labos/les_cooperatives_viticoles_et_l_ethique.
- **Chiffoleau Y.**, 2007. Mutations et enjeux en milieu rural languedocien. *La lettre du CRAJEP-LR*, juin, 4. pp. 2-3.
- **Chiffoleau Y., Desclaux D.**, 2007. Projet européen CROC Compétences, Réseaux, Observatoire, Communication. De la diversité des plantes à la variété des goûts : quels enjeux citoyens ? *Les Echos de la Gaillarde*, 50, Journée découverte Inra/SupAgro, juin 2007. pp 3-4.
- **Chiffoleau Y., Desclaux D.**, 2008. *La sélection participative pour un commerce éthique en agriculture*. 3e colloque international sur le Commerce équitable, Montpellier, 16-18 mai 2008.
- **Chiffoleau Y., Dreyfus F., Touzard J.M.**, 2008. Ethics in French wine co-operatives: being part of a social movement. In: Farnworth C., Jiggins J., Goodman J. (eds). *Creating food futures : trade, ethics and the environment*. Editions Gower. pp 131-145.
- **Chiffoleau Y., Prévost B.**, 2008. *De l'exclusion à l'intégration par les marchés : enjeux pour les "circuits alternatifs" en agriculture au Nord*. 3e colloque international sur le Commerce équitable, Montpellier, 16-18 mai 2008.

► Le conseil : des métiers en pleine mutation

Conseiller agricole : une diversification des formes d'exercice du métier

Contact : Bruno Lemery [lemery@enesad.inra.fr], Laboratoire de recherche sur les innovations socio-techniques et organisationnelles en agriculture (Listo).
Inra, AgroSup, BP 87999, 21079 Dijon cedex.

- **Albaladejo C., Couix N., Barthe Baldellon L.**, 2004. Les agents de développement rural en France entre logique d'emploi et logique de métier : des chercheurs face à un débat réflexif de praticiens. In: Albaladejo *et al.* (eds.), *Les transformations des métiers du développement rural en France et en Argentine : de nouvelles compétences pour de nouveaux contextes*. Les Cahiers de Médiations, Edition Inra/Sad Sicomor, Toulouse. pp 169-181.
- **Benoît M., Deffontaines J.P., Lardon S.**, 2006. *Acteurs et territoires locaux. Vers une géoagronomie de l'aménagement*. Editions Quae, Coll. *Savoir faire*.
- **Cerf M., Maxime, F.**, 2006. La coproduction du conseil : un apprentissage difficile. In: Rémy J., Brives H., Lemery B. (coords.), *Conseiller en agriculture*. Edition Quae / Educagri. pp 137-152.
- **Compagnone C.**, 2003. *Changements de pratiques et interactions sociales en viticulture bourguignonne.* [en ligne]. Séminaire *L'évolution du conseil en agriculture et les métiers du développement*, Guyancourt, 23 et 24 avril 2003. http://cemadoc.cemagref.fr/exl-php/articles/323-article.htm.
- **Compagnone C.**, 2006. Le juste dans la relation de conseil. In: Rémy J., Brives H., Lemery B. (coords.), *Conseiller en agriculture*. Edition Quae / Educagri. pp 221-234.
- **Labarthe P.**, 2006. *La privatisation du conseil agricole en question. Evolutions institutionnelles et performances des services de conseil dans trois pays européens (Allemagne, France, Pays-Bas)*. Thèse de doctorat en économie, Université de Marne-La-Vallée. 405 p.
- **Lardon S., Capitaine M., Naïtlho M., Osty P.L., Piveteau V.**, 2005. Comprendre l'organisation spatiale des exploitations et des territoires : une recherche/formation. In: Prevost P. (dir.), *Agronomes et territoires. Deuxième édition des Entretiens du Pradel*. Editions L'Harmattan. pp 145-157.
- **Lemery B.**, 2003. Organisation du développement agricole. Des réagencements nécessaires. *Travaux et Innovations*, 100, 8-10.
- **Lemery B**., 2003. *Les évolutions du métier d'agriculteur : quelles conséquences pour l'appui aux projets des exploitations ?* [en ligne]. Séminaire *L'évolution du conseil en agriculture et les métiers du développement*, Guyancourt, 23 et 24 avril 2003. http://cemadoc.cemagref.fr/exl-php/articles/296-article.htm.
- **Lemery B.**, 2006. Nouvelle agriculture, nouvelles formes d'exercice et nouveaux enjeux du conseil aux agriculteurs. In: Rémy J., Brives H., Lemery B. (coords.), *Conseiller en agriculture*. Edition Quae / Educagri. pp 233-252.
- **Maxime F., Mazé A.**, 2006. Entre conseil et contrôle. L'audit dans une démarche d'assurance qualité dans les exploitations agricoles. In: Rémy J., Brives H., Lemery B. (coords.), *Conseiller en agriculture*. Edition Quae / Educagri. pp 153-168.

- **Naïtlho M., Lardon S., Yotte M.**, 2003. *Approche spatiale de l'exploitation agricole. Modélisation de l'organisation spatiale d'une exploitation. Livret méthodologique*. Educagri Editions.
- **Rémy J., Brives H., Lémery B.** (coord.), 2006. *Conseiller en agriculture*. Edition Quae / Educagri, Coll. *Sciences en partage*.

Les coopératives jouent un rôle croissant dans le conseil

Contact : Marie-Denyse Filippi [m-filippi@enitab.fr], USC Gouvernance des entreprise, territoires et marchés (Getm).
Inra/Enitab, 1 cours du Général de Gaulle, CS 40201, 33175 Gradignan cedex.

© Jean-Marie Bossennec / Inra

- **Filippi M., Triboulet P.**, 2003. Modalités d'exercice du pouvoir dans le contrôle mutualiste : Le cas des groupes coopératifs agricoles. *Cahiers du GRES*, 12, 26p.
- **Filippi M., Frey O., Triboulet P**., 2006. *Ancrage territorial et globalisation - Leçons des groupes coopératifs français*. 5e Journées de la proximité, Bordeaux, 28-30 juin 2006. 22 p. (Communication également présentée à la 22e conférence internationale de recherche coopérative, Paris, 19-22 octobre 2006).
- **Filippi M., Frey O., Triboulet P., Vivensang J.**, 2006. *Bilan des lois de 1991 et 1992 et gouvernance des groupes coopératifs*. Rapport final, étude 03 B6 04 01–A, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. 105 p.

© Bernard Cristofini, Alexandre Forel, Michel Meuret / Inra

Sciences pour l'Action et le Développement

Le département Sciences pour l'Action et le Développement [SAD] est l'un des 14 départements de recherche de l'Inra

Ses missions

- Décrire et comprendre les stratégies des acteurs des filières agro-alimentaires et des territoires ruraux, leurs modes d'organisation et les transformations de leurs activités ;

- Produire des concepts et méthodes pour étudier les processus d'innovation en agriculture et orienter l'action dans une perspective de développement durable.

© Bernadette Leclerc / Inra

Les recherches du département sont conduites en partenariat avec des structures professionnelles, techniques et économiques du monde agricole, avec des collectivités territoriales et avec des associations citoyennes.

- **252 personnes**, dont 131 chercheurs et 121 techniciens et personnels administratifs.
- **15 unités de recherche**, dont 3 unités expérimentales et 5 unités mixtes associées à d'autres organismes de recherche ou établissements d'enseignement supérieur : Cirad, Cemagref, AgroParisTech, Montpellier SupAgro, Ensa Toulouse, Enita Clermont.

© Nicolas Bertrand / Inra

Ses thèmes de recherche

- Les activités et métiers en agriculture
- L'action collective et les normes pour l'environnement
- L'action collective et les normes pour qualifier les produits
- La dynamique et la gouvernance des territoires

© Michel Meuret / Inra

Département Sciences pour l'Action et le Développement
Inra - BP01 - 78850 Thiverval Grignon
Tél : 01 30 81 52 82 - Fax : 01 30 81 59 39 - [dptsad@grignon.inra.fr]
www.inra.fr/sad/

Département Sciences pour l'Action et le Développement
BP 01 - 78850 Thiverval-Grignon.
www.inra.fr/sad/